

"World Aids day is every day"

Die steigende Zahl der Aidsinfizierten in Luxemburg - 58 Neuinfizierte seit Anfang des Jahres - war ein Aspekt, der am 1. Dezember, dem Welt-Aidstag vom Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo angesprochen wurde. Der nationale Aktionsplan sieht unter dem Motto "World Aids day is every day" Maßnahmen mit den Schwerpunkten Prävention, Sensibilisierung und Mobilisierung vor, sowie eine breite Zusammenarbeit mit Organisationen, Schulen und den Medien. Aber auch das globale Ausmaß der Pandemie - fünf Millionen Neuinfizierte und drei Millionen Todesfälle weltweit - wurde thematisiert. Vor allem in den sogenannten Entwicklungsländern, die am schlimmsten von Aids betroffen sind, bremst die tödliche Krankheit jede Fortschrittsinitiative. Mit einer integrierten Herangehensweise will Luxemburg Projekte unterstützen, die die Gesundheitspolitik vor Ort fördern, so der Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz. Jeder Mensch soll künftig Behandlungsmöglichkeiten bekommen. Allerdings ist hier auch die europäische und internationale Gemeinschaft gefordert: So appellierten diverse NGO's an die EU, die demnächst ihren Haushaltsplan beschließt, konkrete Maßstäbe zu setzen, um die Präventionspolitik, den Zugang zu günstigeren Medikamenten, sowie die Aidsforschung in den Entwicklungsländern zu fördern.

Consommez avec modération!

Alors que les fêtes de fin d'année approchent et que les commerçants multiplient les offres spéciales et les ouvertures dominicales, la ministre de la Famille lance une campagne de sensibilisation au risque de surconsommation. Pour Marie-Josée Jacobs, il ne s'agit pas de dénoncer la société de consommation en général, mais de "responsabiliser" les personnes qui risqueraient de se surendetter. En effet, depuis l'introduction en 2000 d'une loi réglementant l'aide aux personnes surendettées, le phénomène n'a pas diminué. Responsabiliser les concerné-e-s, certes, mais qu'en est-il des commerçants et des banques? Du côté du ministère, on renvoie aux fameux instituts de crédit belges, qui rendraient vaine toute tentative de responsabilisation nationale. Une directive européenne en cours d'élaboration pourrait remédier à cette situation. S'il a peut-être fallu du courage au ministère pour lancer la campagne à cette période de l'année, les messages des affiches restent sages et symboliques: "Achats hors contrôle?" et "Etranglé par la consommation?". Néanmoins, elles seront diffusées entre autres à travers un réseau d'écrans plasma, présents dans des discothèques, des cafés et ... dans certains centres commerciaux.

Mosar tape sur les verts

"La seule chose verte qui reste chez François Bausch, c'est sa cravate", s'est exclamé Laurent Mosar, nouveau chef de l'opposition au conseil communal de la capitale, ce jeudi, lors de la première conférence de presse officielle du groupe CSV au Knuedler. Celui qui avait promis une opposition très dure au lendemain des élections communales, n'en revient pas que, d'après lui, le programme de coalition s'inscrive "à 95 % dans la continuité" du collège échevinal DP-CSV. Resteraient "5 % de gadgets verts", comme le service à l'égalité des chances ou le projet pilote des quartiers sans voitures. Le chrétien-social contrarié a choisi François Bausch pour cible favorite en s'attaquant vertement aux ressorts attribués au premier échevin. Ainsi, la politique des finances correspondrait à celle menée depuis 36 ans. Quant à la mobilité, Mosar constate que le collège échevinal n'est pas capable de prendre une décision en matière de "bus, tram et autres". Ironie de l'histoire, François Bausch serait devenu le "plus grand cumulard de la politique luxembourgeoise". Le député Mosar, pour sa part, a manifesté sa récente conversion anti-cumul en annonçant qu'il ne briguera pas un nouveau mandat à la tête de la section locale de son parti.

*Les choix qui seront faits la semaine prochaine en matière de fret et de statut annonceront l'avenir de l'ensemble des CFL. Nico Wennmacher évoque les difficultés à lutter contre les politiques libérales.*

(photo: Christian Mosar)

LUTTES SOCIALES

"Ne pas perdre courage"

**woxx: Il y a de nombreuses divergences entre le Landesverband et le gouvernement. Lesquelles sont les plus sensibles?**

**Nico Wennmacher:** Tous les points de désaccord sont importants, mais il en va surtout du statut du personnel et des conditions de travail des cheminots. Ces conditions déterminent aussi la qualité et la sécurité des transports publics. La direction générale ne veut pas limiter le nouveau statut aux seuls salariés de la joint venture entre les CFL et Arcelor pour assurer le fret. Elle veut l'étendre à l'ensemble des CFL. Pourquoi ce nouveau statut? C'est très clair: il s'agit d'abaisser les coûts salariaux. On compare les coûts du transport ferroviaire au Luxembourg avec ceux de l'étranger. Ce n'est pas sérieux et nous ne pouvons pas aller dans cette direction.

**La proposition du ministre concernant le statut représente-t-elle un casus belli?**

Il y a toujours des marges de manoeuvre. Ce qui est impossible à nos yeux, c'est d'abolir le statut actuel pour l'ensemble des salariés des chemins de fer. Nous ne nous sommes pas refusés à engager des discussions concernant un nouveau statut pour la seule joint venture. Mais il devra être garanti et nous ne sommes pas prêts à accepter n'importe quel statut pour les salariés qui seront embauchés sous ce nouveau statut.

**Ce nouveau statut serait proche de celui du sidérurgiste: les salaires resteraient comparables. Où est le problème?**

Le statut, ce ne sont pas que les salaires. Les personnes qui proposent cette solution ne connaissent rien au fonctionnement des chemins de fer. Certes, ils savent calculer les salaires, ils savent quels en sont les coûts, mais n'ont aucune idée de ce que les salariés doivent produire comme travail. Le mécanicien qui opérera au sein de cette joint venture ne restera pas sur le territoire privé d'Arcelor, il devra manoeuvrer jusqu'au triage de Bettembourg. Cela nécessitera d'autres connaissances que cel-



les dont dispose celui qui ne connaît que l'embranchement d'Arcelor. Si la direction générale veut changer les conditions de travail, elle n'a qu'à employer la voie normale: convoquer la commission paritaire ou la délégation centrale. C'est là qu'il faut discuter des conditions de travail et non pas au sein de la tripartite.

**Le Landesverband est donc prêt à discuter sur de nouvelles conditions de travail?**

Jusqu'à présent, nous tenons à nos conditions de travail en vigueur. Mais nous sommes évidemment prêts à en discuter. Par contre, il n'est pas possible que soient uniquement imposées des dégradations. Même le secteur privé connaît en partie des conditions de travail bien meilleures. Si quelque chose cloche au niveau des conditions de travail, alors il faut faire des propositions que les deux parties peuvent accepter. Pour l'instant, ce n'est absolument pas le cas.

**Le gouvernement menace de prendre des décisions de manière unilatérale si aucun accord ne peut être trouvé. Etes-vous prêts à risquer l'épreuve de force?**

Ce lundi, nous avons organisé un piquet de protestation devant le ministère pour montrer que nous ne sommes pas prêts à accepter n'importe quoi. Nous avons pu constater que beaucoup plus de personnes que nous n'en attendions sont venues à ce piquet de manière spontanée. Mais le ton actuel est le suivant: on énumère les concessions faites aux syndicats en menaçant de les retirer en cas de désaccord. Si le gouvernement continue dans cette logique, alors des actions syndicales seront inévitables.

**Il semble que la direction des CFL et le gouvernement se sentent en position de force. Le**

**rapport de force n'est-il pas défavorable aux syndicats?**

Je ne le pense pas. Les personnes qui prennent tous les jours le train, veulent un transport public où la qualité et la sécurité, et non les critères financiers, jouent un rôle primordial. Mais ce qui se passe aux CFL concerne aussi les autres catégories professionnelles. Si on commence à réduire les salaires des cheminots sans savoir ce qu'il adviendra d'eux dans 20 ans, alors les salariés du public et du privé doivent se poser la question si ce n'est pas le début d'un démantèlement social plus large. Certains, comme les chauffeurs de bus de l'AVL et du TICE, en sont conscients. Ils savent que la prochaine étape les concerne. Ils étaient d'ailleurs présents au piquet de protestation de ce lundi.

**On a de plus en plus l'impression que le rouleau compresseur des libéralisations, en marche dans toute l'Europe, ne peut plus être arrêté. Les syndicats ont-ils abandonné la partie?**

D'après mon expérience au niveau européen, je peux dire qu'on ne pouvait pas empêcher les libéralisations mais que nous pouvions au moins les freiner. Après tout, d'autres secteurs ont déjà été bien plus libéralisés. Nous essayons surtout d'alerter l'opinion publique. Mais c'est vrai qu'il est plus difficile de mobiliser les gens sur des problématiques qui viennent de Bruxelles que sur leurs problèmes quotidiens. Les médias non plus ne nous aident pas trop. Que ce soit dans les journaux ou à la télévision, les libéralisations y sont présentées comme étant modernes, alors que c'est justement le contraire.

**Le gouvernement a engagé le Luxembourg dans une poli-**

**tique d'austérité. Est-il plus facile de démanteler les acquis sociaux avec le LSAP au pouvoir?**

On ne peut pas généraliser. La législature précédente a procédé à d'importantes réductions fiscales parce que les années 2000-2001 se situaient dans une excellente phase conjoncturelle. A cause de cette politique, nous avons maintenant de sérieux problèmes budgétaires. Dans le domaine du transport, ce gouvernement a abrogé certaines mauvaises initiatives du gouvernement précédent. D'un autre côté, les déclarations du premier ministre lors de son discours de politique générale nous inquiètent, et il faut réfléchir aux actions possibles pour contre-carrer cette politique. En 1998, lors de la réforme des retraites dans la fonction publique, les syndicats ont prouvé qu'ils en étaient capables. En tout cas, peu nous importe qui se trouve au gouvernement.

**Vous êtes membre du LSAP. Ne comptez-vous pas sur les ministres socialistes pour éviter des régressions sociales?**

Je ne suis malheureusement pas dans le secret de la stratégie poursuivie par ces ministres ... A part quelques progrès, je constate clairement des aspects négatifs. J'aurais attendu des ministres socialistes un refus conséquent de la directive Bolkestein. J'aurais également préféré entendre des prises de position plus nettes au sujet de l'index et du salaire minimum. Tout ça manque de clarté.

**Directive Bolkestein, libéralisation des transports publics ... On a vraiment l'impression, comme l'a dit Lucien Lux ce lundi, qu'il n'y a pas d'alternative.**

Ce qui est positif, c'est que l'opinion publique se rend de plus en plus compte que les libéralisations des services publics ne sont pas une bonne chose. Un autre aspect positif: le rejet de la constitution européenne par les jeunes de moins de 30 ans. C'est quand même une mise en question des politiques menées. Mais cette prise de conscience n'a pas encore atteint les décideurs politiques. C'est vrai que la situation actuelle n'est pas rose, mais il ne faut pas perdre courage.

Entretien: David Wagner

Nico Wennmacher

A 58 ans, il préside depuis 1998 la FNCTTFEL, le principal syndicat regroupant les cheminots. Cheminot lui-même, il en est devenu membre en 1963. En 1969, il adhère également au LSAP pour lequel il a été candidat aux élections communales et législatives.